Un pays où il fait bon vivre, c'est quoi ?

Analyse 2 – avril 2016

Centre de Formation Cardijn asbl – Rue Saint-Nicolas, 84 – 5000 NAMUR (Belgique) – Tél./fax : 081/23 15 22 – info@cefoc.be – www.cefoc.be

Avant-propos

PIB : un acronyme souvent utilisé dans les médias, par des journalistes, des élus politiques ou des experts économiques. Souvent invoqué quand on parle de croissance, de politique de relance, de richesse, de création d'entreprises… Et souvent pris comme un indicateur, explicitement ou implicitement, de la bonne santé d'un État ou du bien-être d'une population. Mais de quoi s'agit-il exactement ? Quelle réalité recouvre le PIB ? Dans cette analyse, Annick Page, formatrice permanente au Cefoc, définit le PIB, ses limites, ses dérives et amène à déconstruire des évidences.

Mots-clés : *Alternative – Capitalisme – Complexité – Économie – Inégalité*

Introduction

Actuellement, la bonne santé économique d'un pays se mesure essentiellement grâce aux chiffres du PIB, le Produit Intérieur Brut. Le taux de croissance du PIB annuel d'un État permet aux instances politiques et économiques de « juger » de la bonne ou mauvaise santé de cet État et de justifier le choix de leurs politiques (politiques d'austérité, d'emploi, de relance de croissance…). D'autres indicateurs existent, cependant. L'indice de développement humain, le *Better Life Index*, l'indice de situation sociale en sont quelques exemples. Mais dans les discours officiels ou les médias, le PIB reste hégémonique.

Dans un premier temps, cette analyse se penchera sur le PIB. Est-il pertinent de prendre en compte le PIB comme unique indice de bonne santé d'un pays ? Peut-on relier directement cette bonne santé au bien-être de la population ? Un pays considéré comme « riche » répond-il obligatoirement aux besoins de ses habitants ? Cette richesse vise-t-elle réellement leur bien-être ? Telles sont les questions soulevées dans cette analyse.

Qu'est-ce que le PIB ?

Le PIB est un montant qui intègre la somme des valeurs ajoutées créées dans un pays pour une période donnée (souvent une année). Cela représente la valeur de la production des biens et services par les agents économiques (ménages, entreprises et État). Il s'agit donc d'une évaluation globale d'un flux monétaire pour une période donnée. Exemple : un boulanger achète de la farine et de la levure. En fabriquant du pain, il crée une valeur ajoutée. Belgacom vend ses services de téléphonie, l'État entretient les autoroutes et répare les tunnels de la capitale… La somme de toutes ces valeurs ajoutées constitue le PIB.

Le PIB peut être considéré suivant trois optiques dont le total est équivalent : la production des biens et services, la distribution des revenus et enfin, les dépenses (et épargne) des ménages.

Lorsque je produis, je distribue des revenus qui seront dépensés. C'est pourquoi, pour les économistes libéraux, la production de richesse supplémentaire devrait permettre à chaque individu d'augmenter ses revenus, ce qui équivaudrait à améliorer le bien-être de chacun. Dans cette optique, on se situe bien dans une société de l' « avoir » et non de l' « être ». La

force du système actuel est de faire « *croire que le bonheur c'est d'avoir de l'avoir plein nos armoires* » comme chante Alain Souchon[1].

Le PIB et le mythe de la croissance

Après la Seconde Guerre mondiale, la reconstruction en Europe booste l'activité économique. La croissance économique[2] devient le socle de la paix sociale (des pactes sociaux[3] sont mis en place). Le plan Marshall est proposé par les États-Unis sous certaines conditions telles que l'adhésion à l'économie de marché et au système de comptes normalisés. La politique keynésienne[4] demande à l'État de piloter la machine économique ; il faut donc un tableau de bord. C'est ainsi que les États-nations donnent naissance aux grandes institutions internationales (ONU, FMI, Banque Mondiale…), au système monétaire international et aux accords commerciaux internationaux comme Bretton Woods[5]. En Europe à la suite des États-Unis, le PIB, couplé à une comptabilité nationale, permet alors de mesurer l'activité économique, notamment pour éviter une crise semblable à celle de 1929.

Durant les Trente Glorieuses (1945-1975), la croissance économique a considérablement amélioré le bien-être des populations occidentales et diminué les inégalités. La redistribution des gains de productivité était relativement équilibrée. Cependant, la crise de la fin des années septante va inciter chaque acteur économique à se replier sur les acquis qu'il désire conserver à tout prix.

Ce que le PIB ne comptabilise pas

Un des reproches que l'on formule fréquemment à propos du PIB, c'est qu'il ne tient compte que du travail rémunéré. En effet, il fait notamment l'impasse sur d'autres types d'activités : le travail ménager, les activités effectuées dans le cadre d'un bénévolat, d'un volontariat ou encore le travail informel (travail au noir). C'est ainsi que John M. Keynes, économiste britannique, affirmait avec humour : « *Si j'épouse ma femme de ménage, je fais diminuer le PIB de mon pays* » ! En effet, le travail effectué par une femme de ménage rémunérée entre dans le calcul du PIB. Par contre, le travail ménager d'une épouse n'est nullement repris dans ce calcul. Or le travail effectué, à savoir l'entretien de la maison, est identique dans les deux cas. En Belgique, plus de 1 100 000 citoyens sont engagés dans un bénévolat ou un volontariat, soit 12,5 % de la population[6]. Ne peut-on croire que cette plus-value, ignorée du PIB, participe à la bonne santé d'un pays et au bien-être de sa population ?

Un autre grief fait au PIB est qu'il ne comptabilise que les flux sans tenir compte des stocks. Pour créer de l'activité et donc de la plus-value, il est nécessaire de disposer de différentes ressources. Malheureusement, certaines d'entre elles ne sont pas inépuisables. C'est principalement le cas des ressources naturelles comme le pétrole, le gaz, les métaux et bien d'autres. Si la production augmente, la quantité de ressources naturelles utilisée diminue d'autant. C'est un peu comme si un ménage se targuait de posséder de plus en plus de biens sans tenir compte de la raréfaction de l'épargne dans laquelle il puise pour acquérir ces biens.

---

[1] *Foule sentimentale*, Alain Souchon, 1993.
[2] L'augmentation du PIB sur une période donnée.
[3] Les pactes sociaux ne sont pas de simples accords salariaux, mais des compromis globaux de moyen-long termes, établis par les gouvernements, le patronat et les syndicats de travailleurs, et destinés à concilier des objectifs de compétitivité nationale et d'emploi. Ils incluent aussi, par exemple, la politique active de l'emploi, le temps de travail, la protection sociale et la fiscalité. Ces pactes sociaux constituaient une alternative à la stratégie préconisée par les partisans d'une totale flexibilisation des marchés, et pouvaient constituer un élément d'un éventuel « modèle social européen ». Définition inspirée du site www.alternatives-economiques.fr, consulté le 4 mars 2016.
[4] Une politique keynésienne repose sur une économie qui favorise la demande (augmentation du pouvoir d'achat) avant l'offre (production de masse) et insiste sur l'intervention de l'État dans la participation à l'économie du pays, notamment par de grands travaux publics.
[5] Accords conclus à la suite d'une conférence tenue à Bretton Woods (New Hampshire, États-Unis) en juillet 1944 entre 44 pays, et qui instaurèrent le dollar comme seule monnaie de référence, visant une stabilité monétaire internationale.
[6] Chiffres issus de www.levolontariat.be.

Troisième reproche : les activités économiques engendrent généralement des externalités. Une externalité est la conséquence sur d'autres agents économiques d'un geste posé par un agent économique dans sa production. Une externalité peut être positive (un immeuble est revalorisé parce qu'une entrée du nouveau métro est construite non loin de là) mais elle est plus souvent négative (un immeuble perd de sa valeur par la construction d'une autoroute, d'une usine ou d'une voie ferroviaire à proximité). Le PIB ne comptabilisant que les flux monétaires liés à des activités rémunérées, il ne tient aucunement compte des effets négatifs de ces activités sur le bien-être des gens : pollution des sols, de l'air, de l'eau, nuisances sonores, dégradation des routes par des transports multiples, etc. Ainsi, un PIB élevé signifie beaucoup d'activités économiques, et donc, une multiplicité d'externalités et une dégradation très probable du cadre de vie.

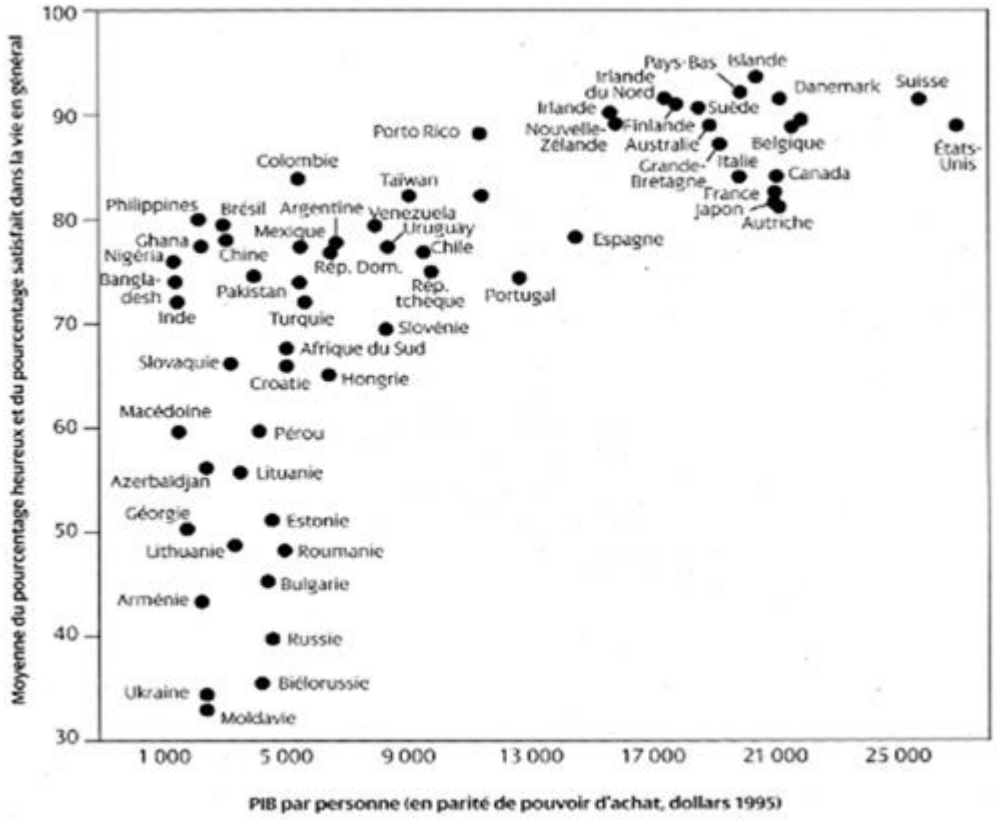
Le PIB versus le bien-être

Une croissance positive, un PIB en hausse ne signifie donc pas nécessairement une vie meilleure pour la population. Quelques exemples suffisent pour comprendre. Dans le domaine de la mobilité, une collision en chaîne de plusieurs véhicules entraînera non seulement des hospitalisations mais aussi des réparations de voitures. Tous les coûts relatifs à cet évènement (hôpitaux, garages…) augmenteront le PIB mais on peut l'imaginer, pas le bien-être des personnes impliquées.

Ainsi lier directement la croissance économique (et donc les chiffres du PIB) au bien-être de la population, à l'idée de prospérité ou de bonheur est absurde.

À l'inverse, certains pays peuvent afficher un PIB peu élevé mais des indices de satisfaction assez élevés. Dans son ouvrage « *Prospérité sans croissance* », Tim Jackson tente de faire des liens entre le revenu et le sentiment de bien-être.[7] Le graphique suivant illustre cette relation :

Figure 3.2 – Bonheur et revenu annuel moyen[17]



Source : Worldwatch Institute, voir note 16.

[7] T. JACKSON, *Prospérité sans croissance. La transition vers une économie durable*, Paris, Éditions De Boeck, 2010, p.55 (source : *Worldwatch Institute, État du monde 2008*, fig. 4.2.).

Que peut-on déduire de ce tableau ? À partir d'un certain seuil de revenus, le sentiment de satisfaction n'augmente plus. La courbe s'aplatit aux environs d'un PIB à 15 000 $. Un certain niveau de revenus assure les besoins matériels de base et procure une sécurité financière. Cependant le bien-être ne se limite pas à de l' « avoir ». Ainsi, le PIB par personne des États-Unis est nettement plus élevé que celui de la Belgique. Cependant, le pourcentage de gens satisfaits ou heureux est pratiquement identique. Autre exemple encore plus significatif : Taïwan, avec un PIB par habitant moitié moins élevé que celui de la France, affiche un pourcentage de satisfaction identique.

Même si on relativise les pourcentages relatifs au « sentiment de bonheur », on ne peut nier qu'il existe cependant un lien de causalité entre le bonheur et le revenu annuel moyen.

Le PIB versus la redistribution des richesses

Depuis les années septante, avec l'installation d'une politique néolibérale (aux USA, en Grande-Bretagne puis en Europe), l'objectif de croissance économique est détaché d'un partage équitable des revenus générés. Le calcul du PIB par habitant ne reflète pas l'augmentation de la différence entre les revenus. Une croissance positive peut-elle amener une augmentation du bien-être social ? Non, car la croissance, augmentation du gâteau à partager, n'est pas synonyme de redistribution équitable des morceaux de gâteau ! Au contraire, on constate peu à peu un décrochage entre croissance et mesure subjective de satisfaction de vie ainsi qu'une aggravation de la pauvreté, de l'exclusion, du chômage, de la précarité de l'emploi, du stress au travail… Cela questionne le modèle de développement : sert-il le bien-être de tous ?

Un PIB élevé ne signifie donc pas que la majorité des gens soient heureux. Un PIB élevé peut cacher de profondes inégalités puisqu'il est la représentation chiffrée de la richesse produite sans donner d'indications sur la redistribution de cette richesse.

Mathématiquement, cela se démontre facilement avec l'exemple de deux extrêmes. Imaginons deux États affichant un PIB de 500 € par habitant :

- dans le premier pays, la moitié des habitants ont un revenu de 600 € par mois et l'autre moitié, de 400 € ;
- dans l'autre pays, 10% de la population gagne 2 000 € par mois et les 90% restants se contentent de 333 € par mois.

Dans les deux cas, le PIB par habitant avoisine les 500 €. Mais la répartition de la richesse est beaucoup plus inégale dans le deuxième exemple.

En conclusion, haro sur le PIB ?

Peut-être pas. Le PIB reste pertinent. Il reflète un aspect parmi d'autres de la bonne santé d'un pays mais il est loin de prétendre à une représentativité acceptable. Sa position ultra dominante dans les discours politiques et économiques empêche d'autres indicateurs d'émerger. Une prochaine analyse se penchera sur ces autres indices, notamment en Région wallonne.

Annick Page,

Formatrice permanente au Cefoc

Pour aller plus loin

Tim JACKSON, *Prospérité sans croissance. La transition vers une économie durable*, Paris, Éditions De Boeck, 2010.

Redéfinir la prospérité, sous la direction d'Isabelle CASSIERS, Éditions de l'Aube, 2011.

Luc MALCHAIR, *Et si l'économie nous parlait du bonheur ? Des indicateurs de prospérité citoyens*, Bruxelles, Éditions Couleur livres, 2013.